

Émondage
TOWER
Tree Services

ÉVALUATION
GRATUITE
FREE ESTIMATES
Assurance complète
Fully insured

819.208.3331  
www.towertree.ca

Bulletin de GATINEAU

VOLUME 6 | EDITION 4
LE MERCREDI
25 FÉVRIER 2026
WEDNESDAY
FEBRUARY 25, 2026

VOTRE JOURNAL INDÉPENDANT, VOS ACTUALITÉS LOCALES
YOUR INDEPENDENT NEWSPAPER, YOUR LOCAL NEWS
ABONNEMENT ANNUEL : 80,00\$ + TAX



Défi de l'ours polaire On saute à l'eau pour une bonne cause

Polar Bear Challenge Jumping in for a good cause



PHOTOS: CHRISTIAN ROCHEFORT

Des membres de la gendarmerie française, assignés à l'ambassade de France à Ottawa, participent au défi.
Members of the French gendarmerie, assigned to the French embassy in Ottawa, take part in the challenge.



Lire la suite à la page 2 / See page 2 for story

DIARRA
Nuwame

« Le leadership féminin consiste à allier vision, empathie et action. »

www.diarranuwame.ca

Cols bleus de Gatineau ont une nouvelle convention collective

Page 3

3R Québec reports major losses after overnight break-in

Page 3

Canadian Dental Care Plan : a challenge

Page 8

Maison lourdement endommagée après une location

Page 12

GRATUIT



FREE

Bulletin
de GATINEAU

GRATUIT



FREE



Un projet de trains à grande vitesse sur la bonne voie...
grâce à votre voix.



Participez à la consultation
Visitez altotrain.ca

ALTO

Défi de l'ours polaire On saute à l'eau pour une bonne cause



Christian Rochefort

C'est ce qu'ont fait 51 équipes durant la deuxième édition du Défi de l'ours polaire tenu au Casino du Lac Leamy le 14 février dernier. Les participants ont pu profiter d'une très belle météo avec une température autour du point de congélation, comparée à l'année dernière où il faisait -30° C, selon plusieurs participants.

Le Défi de l'ours polaire, qui consiste à sauter dans les eaux glacées d'un lac ou rivière, est organisé dans plusieurs villes du Québec par la Course au flambeau des agents de la paix (CAF), un organisme qui œuvre mondialement. À Gatineau, l'organisme est en partenariat avec le SPVG.

Le but était d'amasser des fonds pour les Olympiques spéciaux Québec et un chèque de 56 697 \$ a été remis à l'organisme, ce qui dépasse l'objectif de 55 000 \$ fixé pour cette année.

Les équipes étaient composées de policiers, paramédics, agents du service frontalier, des membres du Régiment de Hull, ainsi que de la Gendarmerie française affectée à l'Ambassade de France à Ottawa.

Plusieurs personnalités, dont le député fédéral de Hull-Aylmer, Greg Fergus, ainsi que la conseillère municipale du district de Deschênes, Caroline Murray, ont participé au défi pour la cause. Le directeur du SPVG, Simon Fournier, a aussi fait le grand saut.

Les organisateurs pensent sûrement à la troisième édition pour 2027.

Polar Bear Challenge Jumping in for a good cause



Christian Rochefort

This is what 51 teams did during the second annual Polar Bear Challenge held at the Casino du Lac Leamy on February 14. Participants enjoyed beautiful weather with temperatures hovering around freezing, a stark contrast to last year's -30°C, according to several participants.

The Polar Bear Challenge, which involves jumping into the icy waters of a lake or river, is organized in several Quebec cities by the Course au flambeau des agents de la paix (CAF) – Peace Officers' Torch Run – an organization working worldwide. In Gatineau, the organization is in partnership with the Gatineau Police Service (SPVG).

The goal was to raise funds for Special Olympics Quebec, and a cheque for \$56,697 was presented to the organization, exceeding the \$55,000 target set for this year.

The teams were composed of police officers, paramedics, border services officers, members of the Hull Regiment, as well as members of the French Gendarmerie assigned to the French Embassy in Ottawa.

Several prominent figures, including the Member of Parliament for Hull-Aylmer, Greg Fergus, and the Deschênes district councillor, Caroline Murray, participated in the challenge for the cause. The director of the Gatineau Police Service (SPVG), Simon Fournier, also took the plunge.

The organizers are surely thinking about the third edition in 2027.

**Parce que quelqu'un m'a aidé
à continuer.**

Because someone helped me continue.



Soutenez le parcours
d'un étudiant

Support a
student's journey



www.Fondationcegepheritage.ca

#NewsMatters

WWW.BULLETINGATINEAU.CA

Lourdes pertes pour un organisme de bienfaisance victime d'un cambriolage



Tashi Farmilo

L'organisme communautaire 3R Québec, qui gère un centre de distribution alimentaire situé sur la rue Notre-Dame, à Gatineau, a été la cible d'un vol majeur dans la nuit du dimanche 15 au lundi 16 février. Ce regrettable incident a entraîné des pertes matérielles estimées à 15 000 \$.

C'est la directrice des opérations, Cédrika Lacroix, qui a constaté l'étendue des dommages à son arrivée au centre, tôt lundi matin. Les malfaiteurs n'y sont pas allés de main morte : en plus d'endommager les caméras de surveillance, de vider les congélateurs remplis de viande et de voler un coffre-fort contenant environ 5 000 \$ en argent comptant, ils ont également dérobé des effets personnels appartenant aux employés, ainsi que des fournitures de bureau et du matériel informatique.

Malgré les circonstances, le centre de distribution a respecté ses heures d'ouverture habituelles et a continué de servir ses bénéficiaires. L'organisme, bien que profondément ébranlé, s'est dit déterminé à maintenir ses services, refusant d'abandonner les familles et les particuliers qui comptent sur lui pour de l'aide alimentaire.

Une enquête est en cours dans cette affaire. Toute personne détenant de l'information est priée de communiquer avec le Service de police de la Ville de Gatineau via sa ligne info au 819-243-4636 (poste 5).

3R Québec est un organisme à but non lucratif dont la mission première est de contrer le gaspillage alimentaire. Pour cette raison, tout résident, quel que soit son revenu, peut s'inscrire auprès de l'organisme et bénéficier du programme de distribution alimentaire. Tous les jours, l'équipe de 3R récupère les invendus et les surplus alimentaires des supermarchés. Ces aliments sont ensuite triés avant d'être acheminés au centre de transbordement de Gatineau, où ils sont distribués aux membres du programme.

Une campagne de sociofinancement a été lancée pour aider l'organisme à se remettre sur pied. Les dons peuvent être faits en ligne à l'adresse suivante : gofundme.com/f/donnez50. Trad. : MET

3R Québec reports major losses after overnight break-in



Tashi Farmilo

A break-in at 3R Québec on Notre-Dame Street over the weekend of February 14-15 left the community food organization facing estimated losses of about \$30,000 after cash, meat and equipment were stolen, according to its director of operations, Cédrika Lacroix.

Lacroix said she discovered the damage shortly after 7 am on February 16 when she arrived to open the centre. The front entrance, normally secured, was unlocked. Inside, security cameras had been torn down and a safe used to store cash had been removed.

Approximately \$5,000 in cash was taken, along with employees' personal belongings. Freezers were emptied of meat, and office supplies and work equipment were also stolen.

Gatineau police said officers were called to 297 Notre-Dame Street at about 11:45 am on February 16 for a report of a break and enter. The incident is believed to have occurred during the preceding night. The SPVG identity unit attended the scene to analyze evidence, and the investigation is ongoing. Anyone with information is asked to contact the SPVG info line at 819-243-4636, option 5.

3R Québec operates a food distribution centre and thrift store serving residents across the region. Its clients include seniors on fixed incomes, students, families and workers facing financial strain. The service is open to anyone in need and is intended to address food insecurity in the community.

Despite the damage, the centre has remained open. Lacroix said staff worked to stabilize operations so that scheduled distributions could proceed and that services were continuing as usual.

The organization has launched a fundraising campaign to help offset the losses. Donations can be made at <https://www.gofundme.com/f/donnez50>.



L'organisme 3R Québec, qui exploite un centre de distribution alimentaire sur la rue Notre-Dame, à Gatineau, a été victime d'un vol dans la nuit du 15 au 16 février. Les pertes matérielles sont évaluées à 15 000 \$. / A break-in at 3R Québec on Notre-Dame Street over the weekend of February 14-15 left the community food distribution centre facing an estimated \$30,000 in losses after cash, meat and equipment were stolen. (TF)

PHOTO : GRACIEUSETÉ / COURTESY

Les cols bleus de Gatineau ont une nouvelle convention collective



Sophie Demers

Le conseil municipal a entériné l'entente de principe conclue entre la Ville de Gatineau et le Syndicat des cols bleus de Gatineau-CSN pour le renouvellement de leur convention collective. Cette entente a été adoptée par les élus lors d'une séance spéciale tenue le 10 février. La Ville finalisera le travail de rédaction des textes en vue de la signature officielle de la nouvelle convention collective dans les prochaines semaines.

C'est le 25 janvier dernier, lors d'une assemblée générale, que les cols bleus de Gatineau ont accepté à 76 % l'entente de principe négociée par leur syndicat. La nouvelle convention collective prévoit des augmentations salariales totalisant 22 % sur cinq ans, soit 10 % pour l'année 2025, puis 3 % par année jusqu'en 2029. Rappelons que la convention collective des cols bleus de Gatineau était échu depuis le 31 décembre 2024.

« Nos membres ont fait preuve d'un engagement exemplaire pour faire reconnaître la valeur de leur travail,

et ils ont tenu leur bout tout au long des négociations. Même si certains échanges ont été animés, les discussions se sont déroulées dans le respect », a déclaré Benoit Charlebois, président du Syndicat des cols bleus de Gatineau-CSN. « Toutes les avenues ont été explorées, toujours en conformité avec le mandat qui nous avait été confié. Même si l'entente n'est pas parfaite, elle respecte tous nos travailleurs. Bien qu'il reste encore du travail à faire pour certains groupes, somme toute, j'estime qu'on a réussi à mettre sur la table une très bonne entente ».

La Ville affirme qu'un rattrapage était nécessaire pour ce groupe d'employés, qui accusaient un retard salarial important par rapport à leur marché de référence. La nouvelle convention collective prévoit également la révision de modalités entourant l'organisation du travail, la révision de certains horaires de travail et de certaines modalités entourant l'octroi de temps supplémentaire, ainsi que la création de 55 postes permanents.

« Je suis très heureuse que nous ayons pu entériner une entente de principe qui, grâce à la collaboration et à la bonne foi des parties, assure un rattrapage salarial

nécessaire pour nos cols bleus par rapport à d'autres emplois comparables », a souligné Maude Marquis-Bissonnette, mairesse de Gatineau.

Le Syndicat des cols bleus de Gatineau-CSN compte environ 880 membres. Il est affilié à la Fédération des employés et employées de service public (FEESP-CSN), au Conseil central des syndicats nationaux de l'Outaouais (CCSNO-CSN) et à la Confédération des syndicats nationaux (CSN). Trad. : MET

À LA RECHERCHE • WANTED

**Argent comptant
pour les terrains bûchés
Cash for logged land**

PRIX ÉQUITABLE • FAIR PRICE

819-760-0340

LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC DOIT ANNULER LES TARIFS ABUSIFS IMPOSÉS AUX JOURNAUX ET AUX MAGAZINES IMPRIMÉS

Une alliance réunissant les journaux et les magazines du Québec sonne l'alarme sur les effets injustes et profondément dommageables de la réforme du système québécois de collecte des matières recyclables. Loin de rétablir l'équité promise, ces nouvelles règles font peser un risque de plus sur la pérennité des médias imprimés.

Ensemble, nous rejoignons plusieurs millions de lecteurs pour qui le support papier demeure le choix de prédilection. C'est pour eux que nous unissons nos voix, afin qu'ils puissent continuer de lire leurs journaux et magazines dans le format de leur choix. C'est une question de respect et d'équité générationnelle.

UNE HAUSSE FULGURANTE QUI NOUS ÉTOUFFE

Nous demandons au gouvernement du Québec de nous exempter des tarifs abusifs imposés par le nouveau système de collecte, et appelons le premier ministre, François Legault, à régler la question d'ici la fin de son mandat.

En janvier 2025, l'entrée en vigueur du nouveau régime a entraîné une hausse fulgurante de ces tarifs, malgré la baisse continue des quantités de papier déclarées et mises en marché. La situation ne fera que s'aggraver, de nouvelles augmentations sont déjà anticipées pour les années à venir.

Paradoxalement, moins nous mettons de papier en marché, plus la facture de recyclage est élevée. C'est bien la preuve que le nouveau système a reproduit à l'identique les vices de forme de l'ancien système que le gouvernement souhaitait pourtant corriger.

Cette situation est insoutenable pour nous qui devons composer avec des défis structurels considérables, notamment l'érosion continue des revenus publicitaires et des tirages, et la domination malsaine des géants du Web.

DISSOCIER LE CONTENU DU CONTENANT

Que les choses soient claires : nous comprenons la nécessité d'un tel régime pour les biens dits « contenants », comme les boîtes de livraison provenant notamment des entreprises numériques étrangères. Toutefois, une distinction fondamentale s'impose puisque dans notre cas, le contenu ne peut être dissocié du contenant. Taxer ce support papier ne revient pas à taxer un emballage : c'est

taxer un contenu qui a une valeur fondamentale pour notre société, produit par des artisans d'ici spécifiquement pour les lecteurs québécois. Une distinction semblable a d'ailleurs déjà été appliquée par le passé, lorsque le gouvernement du Québec a choisi d'exempter les livres de ces tarifs.

Cette décision, respectueuse de la diversité des expressions culturelles, devrait logiquement s'étendre à nos médias, qui sont un rempart contre la globalisation culturelle, en plus d'être un bouclier contre la désinformation. Dans un contexte géopolitique marqué par les fausses nouvelles et la fragilisation des institutions, notamment par le biais des réseaux sociaux et des géants numériques internationaux, préserver la presse écrite locale devrait être une priorité. D'autant plus que nos médias forment un écosystème complet d'emplois directs et indirects. Chaque dollar investi dans un média local circule dans l'économie du Québec. Et contrairement à certaines perceptions, la demande pour le papier est bien réelle : des millions de Québécois continuent d'acheter nos formats imprimés, qui demeurent indispensables face à la fracture numérique, particulièrement en régions, auprès des aînés et dans les foyers moins connectés.

Le gouvernement du Québec a pourtant instauré d'importantes mesures pour soutenir les médias écrits au fil des ans. La réforme inique de ce système va à l'encontre des politiques publiques mises de l'avant pour dynamiser le secteur des médias.

AGIR MAINTENANT

Le gouvernement du Québec doit rapidement rectifier la situation en exemptant spécifiquement les médias écrits des tarifs de recyclage. Doit-on attendre que des médias ferment pour que les choses changent ?

Un gouvernement qui défend les intérêts du Québec soutient une industrie si fondamentale; il ne l'étouffe pas.

Lily Ryan et *Le Journal de Montréal* et *Le Journal de Québec*, *Le Devoir*, *The Globe and Mail*, *The Gazette*, *L'Actualité*, RICARDO, les publications de TVA Publications, de Pratico-Pratiques, de KO Média, de Bayard Presse Canada et de Naître et grandir, ainsi que l'Association québécoise des éditeurs de Magazines (AQEM), RecycleMédias et Hebdos Québec



THE QUÉBEC GOVERNMENT MUST CANCEL EXCESSIVE RECYCLING FEES FOR PRINT NEWSPAPERS AND MAGAZINES

An alliance of Québec newspapers and magazines is sounding the alarm about the unfair and ruinous effects of Québec's selective collection reform. Far from delivering the promised equity, these new rules pose yet another existential threat to print media in Québec.

Together, we reach millions of readers for whom print remains the medium of choice. It is to ensure that they can continue reading newspapers and magazines in their preferred format that we are joining forces. It's a matter of respect and generational fairness.

DRASTIC AND DISASTROUS INCREASE

We are asking the Québec government to exempt us from the excessive fees imposed by the new collection system, and we call on Premier François Legault to resolve this issue before the end of his term.

The introduction of the new collection regime in January 2025 triggered a dramatic increase in these fees despite the steady decline in the quantities of paper declared and marketed. The situation will only worsen, with additional increases expected in the coming years.

Paradoxically, the less paper we use, the higher our recycling bill climbs. This clearly shows that the new system has replicated the flaws of the old system, which the government meant to correct.

The situation is untenable for us as we contend with profound structural challenges, including the relentless erosion of advertising revenues, declining circulation and the suffocating dominance of the web giants.

CONTENT ISN'T PACKAGING

To be clear, we understand the need for a recyclable materials collection system for "containers" such as the home delivery boxes used by foreign online vendors. However, a fundamental distinction must be made in the case of newspapers and magazines, where the content cannot be separated from the container. Taxing the paper on which

they are printed is not the same as taxing packaging: it means taxing content that is of fundamental value to our society, produced by local professionals specifically for Québec readers. This distinction was made in the past when the Québec government exempted books from recycling collection fees.

That decision to support the diversity of cultural expression should logically be extended to our print media outlets, which are a bulwark against cultural globalization and a shield against misinformation. In a geopolitical landscape scarred by fake news and weakened institutions under stress from social media, the international digital behemoths and other pressures, preserving local print media should be a priority. Our media outlets form a comprehensive ecosystem that provides many direct and indirect jobs. Every dollar spent on local media stays in Québec's economy. And contrary to some perceptions, demand for print remains robust: millions of Quebecers continue to buy our print formats, which are indispensable for bridging the digital divide—especially in rural areas, among seniors, and in less connected households.

ACT NOW!

Over the years, the Québec government has introduced significant measures to support print media. But this misguided reform flies in the face of public policies designed to revitalize the media sector.

The Québec government must swiftly rectify this situation by exempting print media from recycling fees. Must we wait for media outlets to shut down before action is taken?

A government that defends Québec's interests must champion an industry of such vital importance, not strangle it.

Lily Ryan and *Le Journal de Montréal*, *Le Journal de Québec*, *Le Devoir*, *The Globe and Mail*, *The Gazette*, *L'Actualité* and RICARDO; the print publications of TVA Publications, Pratico-Pratiques, KO Média, Bayard Presse Canada and Naître et grandir; and the Association québécoise des éditeurs de magazines (AQEM), RecycleMédias et Hebdos Québec

Bulletin
de GATINEAU



8196 84-4755 @ INFO@BULLETINAYLMER.COM 181, RUE PRINCIPALE, UNITÉ C10, GATINEAU, QC J9H 6A6

Éditeurs / Publishers : Sophia Ryan et Lily Ryan

Rédacteur / Editor : Lily Ryan

Directrice / Operations Manager : Lily Ryan

Consultante / Business Consultant : Lynne Lavery

Comptes / Accounts : Enel Polinice

Petites annonces / Classifieds : Dominique Leclair | classifieds@bulletinaylmer.com

Chroniqueurs : Didier Périès, Ian Barrett, Katharine Fletcher, Brian Rock

Web Content Manager : Alana Repstock

Directrice de la production / Production Manager : Tanya Laframboise | production@bulletinaylmer.com

Journalistes : Marie-Eve Turpin, Reuel S. Amdur, Amy Mehta, Sophie Demers, Tashi Farmilo, Djeneba Dosso, Grace Richards, Mélissa Gélins

Publicité / Advertising : pub@bulletinaylmer.com

Représentants publicitaires / Advertising Consultants : Jerry Alary, Claude Kom, Brenda McGuire, Mélanie Ward

Photographe / Photographer : Michel Gosselin, Will Pryor, Patricia Cassidy, Chantale Riopel, Christian Rochfort

Correction et traduction : Mary Baskin, Marie-Eve Turpin

Gatineau appoints new deputy executive director of sustainable development



Sophie **Demers**

Véronique Angers has been appointed executive director of sustainable development with the city. She will officially take office on March 23. Angers has over 13 years of experience working in municipalities with expertise in land management and planning, mobility, as well as environment and economic development.

"We are delighted to welcome Véronique Angers to our executive team. Her inspiring leadership, strategic vision and ability to mobilize her teams are real assets for Gatineau. Her proactive approach and commitment to sustainable development will benefit our citizens," said Simon Rousseau, Executive Director of the City of Gatineau.

Angers worked at the City of Montreal for 10 years holding a variety of management positions including the head of division for strategy and development for the large parks, mount royal and sports department. She held the position of Director of Urban planning and development with the City of Magog in 2022. In 2023, she was the deputy director general responsible for development, land management, environment, mobility, and economic development with the City of Sherbrooke.

In terms of education, Angers has a bachelor's degree in business administration from the University of Laval. She has two master's degrees, the first in administration from the University of Sherbrooke as well as a master's in urban planning from the University of Montreal.



Véronique Angers, the newly appointed executive director of sustainable development for Gatineau. PHOTO: COURTESY

Le projet de remplacement du pont Alexandra passe à la prochaine étape



Tashi **Farmilo**

Construit il y a plus de 120 ans, le pont Alexandra est un élément emblématique du paysage d'Ottawa-Gatineau. Il demeure aujourd'hui un lien de transport névralgique, emprunté quotidiennement par des milliers de piétons, cyclistes et automobilistes pour se rendre d'une rive à l'autre. Or, après plus d'un siècle d'utilisation continue, la structure est arrivée à la fin de sa vie utile et doit être remplacée. Le début de la construction du nouveau pont est prévu pour 2028, et les travaux devraient s'échelonner jusqu'en 2032.

La Commission de la capitale nationale (CCN) a récemment approuvé l'avant-projet de conception lié au projet de remplacement du pont Alexandra. Cette étape permet d'établir la vision d'ensemble du projet avant d'entrer dans les détails de la conception et de la construction. Le concept privilégié pour le remplacement du pont Alexandra – nommé « Motion » – a été approuvé en janvier 2025. Depuis, l'équipe de projet intégrée y apporte régulièrement des mises à jour qui tiennent compte des résultats de diverses études techniques ainsi que des commentaires recueillis lors des consultations publiques.

Inspiré par la nature, le concept sélectionné propose une structure caractérisée par trois arches ondulantes évoquant les eaux de la rivière. Le nouveau pont sera conçu de manière à favoriser le transport actif. Il comprendra deux voies réservées à la circulation automobile (une dans chaque direction) et une voie cyclable bidirectionnelle séparée d'un grand espace piétonnier. On y trouvera également des aires de repos et des points d'observation offrant des vues panoramiques.

Steve Moran, conseiller du district de Hull-Wright,



La CCN a approuvé l'avant-projet de conception pour le remplacement du pont Alexandra, dont la construction remonte à plus de 120 ans. Il sera remplacé par une structure moderne et durable qui met l'accent sur le transport actif.

PHOTO : GRACIEUSETÉ

a déclaré que le pont centenaire revêt une importance symbolique pour les résidents de la région de la capitale nationale.

« Le pont Alexandra, tel que nous le connaissons, est un puissant symbole identitaire qui fait partie de notre mémoire collective », a-t-il dit. « Comme beaucoup de résidents de Gatineau, et plus particulièrement de l'île de Hull, j'y suis profondément attaché. La démolition de cette

infrastructure représentera un changement majeur pour la région. Il sera donc important que le nouveau pont reflète l'importance historique et patrimoniale du site ».

Le conseiller se dit heureux que le concept retenu pour le futur pont mette l'accent sur les modes de transport actif, ce qui correspond aux objectifs de la ville en matière d'urbanisme. Trad. : MET

Bulletin
de GATINEAU

Merci de soutenir votre journal local!
Thank you for supporting your local newspaper!



JOURNÉE INTERNATIONALE DES DROITS DES FEMMES



Un forum pour mettre en lumière les réalités des femmes immigrantes



Tashi **Farmilo**

Dans le cadre de la Journée internationale des droits des femmes 2026, l'organisme Accompagnement des femmes immigrantes de l'Outaouais (AFIO) tiendra un forum public le 7 mars prochain, de 17 h à 21 h, à la Maison du

Citoyen (25, rue Laurier). Ce forum portera sur la question de la violence conjugale et sur la nécessité d'un soutien accru au niveau régional pour les femmes immigrantes.

Intitulé « Étincelles d'aujourd'hui, lumières de demain », l'événement est financé par la Ville de Gatineau et organisé en collaboration avec des maisons d'hébergement et des organismes communautaires locaux qui œuvrent auprès des femmes immigrantes.



À l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes, AFIO organise un forum public qui traitera de la violence conjugale et de l'importance d'un soutien régional accru pour les femmes immigrantes.

PHOTO : PAGE FACEBOOK / AFIO

Fondé en 1984, AFIO est un organisme communautaire sans but lucratif qui accompagne les femmes immigrantes dans la région de l'Outaouais pour favoriser leur pleine intégration sur les plans culturel, professionnel, économique et social. L'organisme offre une panoplie de services, tels que du soutien psychosocial, des ateliers, des cours de francisation et des programmes de jumelage.

Selon les données provinciales, la violence entre partenaires intimes est un phénomène qui demeure répandu au Québec. Chaque année, plus de 20 000 femmes en sont victimes. Les études montrent que divers facteurs peuvent accentuer la vulnérabilité des femmes immigrantes à la violence conjugale et les dissuader de chercher de l'aide, comme les barrières linguistiques, l'isolement social ou encore, la méconnaissance des droits et des lois du pays d'accueil.

Selon Aïcha Koné, chargée de projets spécialisée dans la violence conjugale, le principal objectif de la soirée du 7 mars est de sensibiliser le public à la violence conjugale et de souligner l'importance de mettre en place des ressources régionales mieux adaptées aux réalités des femmes immigrantes. Pour en discuter, le forum réunira plusieurs panélistes invités issus de divers horizons professionnels : Patrick Duquette, chroniqueur; Roda Muse, sous-ministre, ministère des Affaires francophones de l'Ontario; Paula Alphonse, spécialiste de la gestion du changement; Claude-Andréa Bonny, animatrice, auteure et conférencière; Annick Brazeau, directrice générale de la maison d'hébergement Pour Elles Des Deux Vallées; Milena Casas Tovar, fondatrice et directrice d'Héritage colombien.

Les discussions porteront sur la résilience, la reconstruction après un traumatisme et les réalités propres aux femmes immigrantes. Le programme de la soirée prévoit également un « 5 à 7 » de réseautage, des prestations artistiques, des expositions spéciales, ainsi que des allocutions de partenaires d'AFIO et de représentants d'organismes communautaires. Les participants auront accès au stationnement intérieur gratuit et une halte-garderie sera offerte sur place. Trad. : MET



Un espace de parole, de sensibilisation, de lumière et de solidarité pour célébrer la force et l'avenir des femmes

Maison du citoyen 07 mars 2026
25 rue Laurier à Gatineau **18h-21h**

5 à 7 réseautage - Expositions spéciales - Panels de conversations
Stationnement gratuit et accès à la halte-garderie



La nouvelle politique de soutien à domicile du Québec est saluée, mais critiquée



Tashi Farmilo

Intitulée « Mieux chez soi », la nouvelle politique nationale de soutien à domicile du Québec, présentée comme un grand virage vers le maintien de l'autonomie, a été accueillie avec réserve par différents groupes et associations de défense des droits. S'ils saluent les objectifs visés, ils jugent les engagements financiers encore insuffisants pour répondre à l'ampleur des besoins.

Annoncée à la fin janvier par la ministre de la Santé, Sonia Bélanger, cette nouvelle politique s'accompagne d'une enveloppe de 107,2 millions de dollars pour la mise en œuvre des actions prévues en matière de soutien à domicile. Ces actions incluent : la modernisation de l'allocation autonomie à domicile (anciennement le chèque emploi-service) pour permettre aux personnes proches aidantes d'être reconnues et rémunérées; l'accroissement de l'accessibilité des services d'aide domestique; l'élargissement de l'offre de services disponibles; le renforcement de l'innovation en soutien à domicile, notamment par des projets de virtualisation et l'utilisation d'objets connectés. En outre, pour favoriser une meilleure coordination, la nouvelle politique fait des centres locaux de services communautaires (CLSC) la principale porte d'entrée pour un accès rapide aux services et à l'information. Proposant une vision renouvelée du soutien à domicile, la



La nouvelle politique nationale de soutien à domicile du Québec a été accueillie avec réserve par différents groupes de défense des droits, qui saluent ses objectifs, mais craignent qu'en l'absence des engagements financiers nécessaires, le grand virage tant souhaité vers le maintien de l'autonomie ne puisse se concrétiser.

PHOTO : FADOQ

politique vise à aider les personnes âgées ou en perte d'autonomie à demeurer chez elles le plus longtemps possible.

La FADOQ, plus important regroupement de personnes de 50 ans et plus de la province, accueille favorablement la structure proposée par la PSAD, qui place l'usager de même que sa personne proche aidante, au centre de l'approche. « La FADOQ se réjouit de voir les CLSC assumer pleinement le rôle qui leur revient, soit celui de services de proximité », affirme le président de

l'organisation, Yves Bouchard. « Il est primordial de simplifier le parcours des usagers pour l'accès aux soins et aux services de soutien à domicile, et de les accompagner afin qu'ils puissent mieux naviguer dans le système ».

Dans un communiqué conjoint, Action Santé Outaouais et l'Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR) de l'Outaouais rappellent que la région souffre toujours d'un sous-financement chronique des services de santé, estimé à 350 M\$ annuellement, et qu'elle affiche l'un des taux les plus bas de la province en ce qui concerne les heures de services de soutien à domicile financées par l'État. Les résidents de l'Outaouais doivent donc payer davantage de leur poche pour obtenir ces services auprès de fournisseurs privés.

Les associations affirment que le soutien accru des proches aidants est l'un des piliers du nécessaire virage vers le maintien de l'autonomie. Elles s'inquiètent du fait que la nouvelle allocation autonomie à domicile perpétue une situation où des usagers doivent assumer des responsabilités d'employeurs pour avoir accès aux services de soutien à domicile, ou doivent se tourner vers des entreprises privées ou d'économie sociale pour obtenir des services de préposé à un coût nettement supérieur à l'allocation consentie dans la nouvelle politique.

Enfin, les associations signalent qu'il manque près de 400 places en soins de

longue durée en Outaouais, un nombre qui pourrait grimper à 1 500 d'ici 2040. Selon elles, les services d'aide à domicile et les soins en établissement sont étroitement liés, et le fait de ne pas investir dans l'un nuit à l'autre. Elles estiment que, sans solutions structurantes, vieillir en Outaouais risque de coûter très cher.

La FADOQ insiste sur l'importance de rehausser les investissements financiers pour assurer le succès du virage annoncé. C'est pourquoi elle recommande de doubler le financement de trois à six milliards de dollars par année afin de répondre à la demande croissante, sachant que les personnes de 65 ans et plus représenteront près du quart de la population en 2031. Par ailleurs, elle rappelle qu'il est crucial d'informer adéquatement les personnes âgées et leurs proches aidants des changements à venir ainsi que des mesures qui seront mises à leur disposition. En effet, les résultats d'un sondage effectué auprès des membres de la FADOQ avaient démontré des difficultés d'accès aux soins et services à domicile, démontrant toute l'importance de simplifier les processus et de bien informer la population.

« La FADOQ suivra de près la mise en œuvre de cette politique afin qu'elle se traduise concrètement par la prise en charge de toutes les personnes en attente d'un premier service de soutien à domicile, ainsi que par une augmentation du nombre d'heures de services offertes par prestataire », conclut M. Bouchard. *Trad. : MET*

Gender gap deepens in fight for affordable housing



Tashi Farmilo

Women in Quebec, particularly those over 65 and those living alone, face significantly greater challenges in securing adequate housing than men do, according to a new report from the Conseil du statut de la femme. Based on 2021 census data, the report found that 37 per cent of senior women renters live in unaffordable housing, compared to 27 per cent of men in the same age group. Among women living alone, 40 per cent spend more than 30 per cent of their income on rent, while 32 per cent of men do.

The report highlights how rising rents and limited affordable options disproportionately affect women with fixed or lower incomes, especially those living on public pensions, disability assistance or single incomes. Renters overall face more difficulty accessing affordable and adequate housing than owners, and within that group, women carry a greater burden due to long-standing wage inequality, caregiving responsibilities and overrepresentation in low-paid sectors.

In the Outaouais, the trends outlined in the report are reflected in local demographics. Women make up the majority of residents over age 65 and lead nearly three-quarters of single-parent families. These groups are especially vulnerable when housing becomes unaffordable or unavailable. Without secure housing, women are more likely to face social isolation, declining health, financial stress and, in some cases, homelessness.

AGIR Outaouais, a regional organization focused on social justice, says the data reflects what it sees in the community. Many women experiencing housing precarity are living in unstable or unsafe conditions, often hidden from public view. This includes staying temporarily with friends or relatives, in motels or in vehicles. These situations are not always counted in official homelessness statistics but are nonetheless harmful, especially for women with children or those fleeing violence.

Access to emergency shelters for women in the Outaouais remains limited. Only two shelters in the region, Centre Mechtilde and Maison Libère-Elle, specifically serve women at risk of homelessness. AGIR warns that these resources are not sufficient to meet growing demand and that more sustained investment is needed in both emergency and long-term housing solutions.

The organization also calls for stronger support for community groups that work directly with affected populations, including CRIO, FOHO, FRAPRU, Les Œuvres Isidore Ostiguy and Mon Chez Nous, which provide housing assistance, advocacy and transitional services. AGIR argues that these groups play a critical role in addressing inequality and supporting people in regaining stability.

Director Stéfanny St-Laurent said the crisis cannot be addressed through a one-size-fits-all approach. Women's experiences in the housing system are shaped by multiple factors, including immigration status, disability, age and caregiving roles. "It is important that solutions take into account the needs specific to women and their realities, in order to develop adapted measures,

particularly for women at the crossroads of oppressions," she said. "Addressing the housing crisis for women will require more than increasing supply. It will require policies that are gender-aware, that prioritize deeply affordable units and that work in tandem with social services to ensure no one is left behind."

Municipal councillor Caroline Murray, who represents Deschênes district (3), said city council has adopted a housing needs assessment that calls for accelerating the construction of non-profit housing, protecting existing affordable units and prioritizing support for those most affected by the crisis, including women. "The municipal council has adopted a clear housing needs assessment. We must accelerate the construction of non-profit housing, protect the affordable units we already have, and prioritize support for the most vulnerable, particularly women and those hardest hit by the affordability crisis," she said.

Murray said the city has allocated \$20 million in its 2026 budget for off-market housing projects and will reconvene its housing task force in March to bring together partners and prioritize community-led developments. She pointed to \$92 million invested between 2022 and 2025, resulting in more than 1,300 units built or underway, including 30 family units in Deschênes (Les Rapides), 255 units for seniors across three projects and 17 units for women in difficulty at Maison d'Elles. "The needs remain significant," she said. "We have set a target of delivering 1,500 additional units over the next four years."

Une pétition citoyenne réclame l'entretien hivernal d'un important lien cyclable



Tashi Farmilo

Le sentier multifonctionnel du Lac-des-Fées, situé dans le secteur de Hull, constitue un lien essentiel pour le transport actif dans la région, utilisé à longueur d'année par les cyclistes et les piétons. Or, un important tronçon du sentier n'est pas entretenu durant la saison froide, le rendant impraticable pour les usagers. Ces derniers sont alors contraints de circuler sur la route adjacente, où la limite de vitesse est de 60 km/h – une situation que beaucoup jugent dangereuse et inacceptable. En 2017, une cycliste a d'ailleurs tragiquement perdu la vie sur cette route en hiver après avoir été happée par un véhicule.

Emprunté quotidiennement par les étudiants de l'Université du Québec en Outaouais (UQO) pour se rendre d'un pavillon à l'autre, le sentier du Lac-des-Fées est également fréquenté par les résidents du quartier qui privilégient les déplacements actifs.

Exaspéré par cette situation qui perdure depuis des années, Alex Fedarenka, un cycliste qui emprunte le populaire sentier été comme hiver pour se rendre au travail, a lancé une pétition sur Change.org intitulée « Pétition pour le déneigement de



Une pétition a été lancée pour réclamer le déneigement d'un important tronçon de la piste cyclable du Lac-des-Fées, qui devient impraticable durant la saison froide. Le but est de favoriser des déplacements actifs sécuritaires, en été comme en hiver.

PHOTO : PÉTITION LANCÉE PAR ALEX FEDARENKA SUR CHANGE.ORG

la piste cyclable – promenade du Lac-des-Fées ». Celle-ci exhorte la Ville de Gatineau et la Commission de la capitale nationale (CCN) à établir conjointement un plan de déneigement adapté pour la voie cyclable, et ce, dès l'hiver prochain.

Les signataires estiment que la mise en œuvre d'un tel plan s'inscrirait directement dans les priorités régionales en matière de mobilité active tout en permettant

d'améliorer concrètement la qualité de vie des étudiants, des résidents du quartier et des usagers du transport actif en hiver.

En outre, la pétition indique que l'absence d'entretien du sentier du Lac-des-Fées en période hivernale met non seulement en péril la sécurité des adeptes du transport actif, mais va aussi à l'encontre des normes de sécurité publique déjà en place dans de nombreuses villes nordiques, où le déneigement des pistes cyclables

est considéré comme une priorité au même titre que le déneigement des routes principales.

En réponse à la pétition, la CCN a indiqué être au courant des préoccupations suscitées par l'absence d'entretien de cette portion du sentier du Lac-des-Fées pendant les mois d'hiver. Elle a aussi affirmé être en communication avec les élus de Gatineau afin d'explorer diverses possibilités de collaboration. Devant l'ouverture de la CCN à l'idée que la Ville assume la responsabilité du déneigement de la piste cyclable, plusieurs échanges ont eu lieu entre les deux instances. Toutefois, les démarches nécessaires à la ratification d'un protocole d'entente n'ont pas abouti à temps pour permettre l'ajout du tronçon au réseau cyclable hivernal pour l'année 2025-2026.

La Ville et la CCN s'affairent présentement à renégocier les ententes relatives aux sentiers appartenant à la CCN et déjà entretenus par Gatineau. Ces pourparlers visent à clarifier les responsabilités, notamment pour l'entretien hivernal des voies cyclables. Les élus municipaux se sont montrés optimistes quant à la conclusion imminente d'une entente, laissant même entendre que l'entretien hivernal du sentier du Lac-des-Fées pourrait se faire à compter de l'an prochain. *Trad. : MET*

Canadian Dental Care Plan : a challenge



Méliissa Gélinas

While providing help to the 6 million Canadians registered, the multi-billion dollar Canadian Dental Care Plan (CDSN) can also be a real headache for dental professionals. Indeed, some have the obligation to manage problems with funding, eligibility and various administrative aspects. In Outaouais, the situation was reported by a denturist Daniel Gaudreau, of the Lapointe Dental Centre.

A FINANCIAL HEADACHE

According to Mr. Gaudreau, the non-compliance with certain financial agreements is largely responsible for the problem. Indeed, the commitments and responses provided following the estimates would not always be met by Sun Life.

"For example, it can happen that out of an estimate of \$1,500 for a dental prosthesis, the patient has to pay \$500," he explains. "So we have written proof that the insurer will have to reimburse \$1,000, but when the time comes for the claim, the rules change and, instead of the patient paying \$500, he now has to pay \$800," he continues. This \$300 increase would be explained by an increase

in laboratory fees in the meantime. However, neither the patient nor the professional was informed. As a result, the burden falls on dental professionals who find themselves having to pay for these new costs.

On the other hand, according to him, it also happens that some patients receive a positive response from the insurer as well as their insurance card, even though they are not eligible. "Some said they received a letter a little later explaining that they already had access to a private insurance plan, which did not allow them to benefit from the RCSD," he says.

In short, he maintains that the DCSN is nevertheless excellent news for the population who could not afford to consult a dental professional. However, there are still some shortcomings to be corrected in order to avoid unpleasant surprises.

ABOUT THE CDSN

Launched by the federal government in May 2024, the DCSN allows Canadian residents of all ages who do not have private dental insurance with an annual net family income of less than \$90,000 to benefit from a dental insurance plan.

This covers between 40% and 100% of the costs depending on the family's net annual income. Note that additional fees may apply.

The Plan also covers a range of oral health care services aimed at preventing and treating certain diseases. However, there are several criteria, terms and conditions and requirements that must be met.

In addition, it is important to emphasize that membership is not automatically renewed. It is therefore necessary to re-register each year to reassess the eligibility situation.

For more information on the CDKN: www.canada.ca

Gatineau may need to find another way to finance major projects due to provincial changes



Sophie Demers

Gatineau went forward with imposing development fees in 2025. The by-law forces developers to pay \$4,000 per new dwelling before building in Aylmer. This was implemented to finance a large part of infrastructure projects in the area that residents have been eagerly awaiting for

years. These include the Vanier Road expansion, the Ecocentre, as well as the new fire station on McConnell.

Thus far the city has collected over 2 million dollars through the added fees. However, Quebec may be changing the regulations surrounding these by-laws. The provincial government may restrict development fees to only be able to fund drinking water, wastewater, and road infrastructure

projects as of January 1, 2028.

Although Vanier Road expansion could still be financed, the city would need to find alternatives for the McConnell fire station and the Ecocentre, which is to break ground this year.

"I want to reassure people that these projects will be delivered as planned," said Gatineau Mayor Maude Marquis-Bissonnette.

Continued on page 10



ANNONCES CLASSÉES | CLASSIFIED ADS



Date de tombée le **jeudi à 16 h** • Les annonces doivent être prépayées | Deadline **Thursday 4 pm** • Ads must be prepaid

15 mots / words
10 ¢ le mot supplémentaire
10 ¢ additional word

14.32 \$
/ semaine / week
16.46 \$ avec/with taxes

26.54 \$
/ 2 sem. / 2 weeks
30.51 \$ avec/with taxes

36.60 \$
/ 3 sem. / 3 weeks
42.08 \$ avec/with taxes

44.56 \$
/ 4 sem. / 4 weeks
51.23 \$ avec/with taxes



684-4755

classifieds@bulletinaylmer.com

Affichage en ligne **GRATUIT** pour chaque annonce achetée dans le journal • **FREE!** Online posting with every ad purchased in the paper **WWW.BULLETINAYLMER.COM**

À LOUER/FOR RENT

CARRÉ BRITISH LOUEZ AVEC NOUS, appartements de 1 et 2 chambres disponibles. Réservez votre visite dès aujourd'hui. 75, rue Principale, Vieux-Aylmer, Gatineau (QC) J9H 0L9. 819-682-3000 (poste 3), rent@britishsquare.ca.

BRITISH SQUARE RENT WITH US, 1- and 2-bedroom apartments available. Book your tour today. 75 Principale Street, Old Aylmer, Gatineau (QC) J9H 0L9. 819-682-3000 ext. 3, rent@britishsquare.ca.

DIVERS/MISCELLANEOUS

QCNA offers a one-order, one-bill service to advertisers. Call us for details on reaching English Quebec and, through classified ads, French Quebec and every other Canadian province and territory. Contact us at sales@qcna.qc.ca or 819 893-6330. For details, visit <https://qcna.qc.ca/>.

LOCATION DE SALLE /HALL RENTAL

CHEZ PUTTERS MET GRATUITEMENT À VOTRE DISPOSITION 2 SALLES VIP : l'une peut accueillir jusqu'à 50 personnes, et l'autre, jusqu'à 25 personnes. Les boissons doivent être commandées sur place. Restaurant sur place également pour vous servir. Réservez maintenant à info@chezputters.ca ou appelez au 819-557-1188. Galerie Aylmer, entrée Nord, 181, rue Principale, Gatineau QC J9H 6A6. Visitez et aimez notre page Facebook.

CHEZ PUTTERS OFFERS 2 VIP ROOMS FREE OF CHARGE: One can accommodate up to 50 people, and the other, up to 25. Drinks must be ordered on site. There is also a restaurant on site to serve you. Reserve now at info@chezputters.ca or call 819-557-1188. Galerie Aylmer, North Entrance, 181 Principale Street, Gatineau, QC J9H 6A6. Visit and like our Facebook page.

LOCATION DE SALLE /HALL RENTAL

LOCATION DE SALLE POUR TOUT GENRE D'ÉVÉNEMENT. Avec ou sans service de bar; cuisine; climatisation; Wifi; télévision; piste de danse. Des questions? Aylmerlegion33@gmail.com ou laissez un message détaillé au 819-684-7063.

LOCATION DE SALLE /HALL RENTAL

HALL RENTAL FOR ALL OCCASIONS. With or without bar service; kitchen; air conditioner; Wifi; TV; dance floor. Questions? Aylmerlegion33@gmail.com or leave a detailed message at 819-684-7063.

AVIS DE CLÔTURE D'INVENTAIRE

Soyez avisé de la clôture de l'inventaire en regard à la succession de Michel Wilson, décédé le 1 septembre 2025, domicilié de son vivant au 13 rue de Chambly, Gatineau, Québec, J8T 1C5.

Cet inventaire peut être consulté sur rendez-vous par toute personne ayant un intérêt en communiquant avec M. Wilson au 819-281-1542.

PUBLIC NOTICE

NOTICE GIVEN TO: YEVHEN KUZNIETSOV and YULIA SPIRIDONOVA please be advised that an Application by special notification with the file number 904223 22 20250808 and the application number 4872576 concerning the dwelling located at: 417-8, rue Radisson in Gatineau, QC, J8Z 1T8 has been filed against you at the Tribunal administratif du logement Édifice Jos-Montferrand 170, rue de l'Hôtel de ville 4th floor, office 4.100 Gatineau, Outaouais, QC, J8X 4C2. 1 800-683-Bail (2245).

The present notice is published in accordance with instructions given on 2026/01/23 by the administrative judge Patrick Sénécal.

SERVICES

ÉCUREUILS DANS VOS MANGEOIRES À OISEAUX? Mangeoires résistantes aux écureuils, aux graines et au suif de qualité. Entreprise locale au Québec. www.birdfeederCanada.ca

JE VOUS PROPOSE MES MEILLEURS SERVICES DE MÉNAGE. Si vous êtes intéressé, n'hésitez pas à me contacter. Yisell : 819-319-5480 ou yisellkeyla@gmail.com

I OFFER YOU MY BEST HOUSEKEEPING SERVICES. If interested, don't hesitate to contact me. Yisell: 819-319-5480 or yisellkeyla@gmail.com

SERVICES

MOUSTIQUAIRES DÉCHIRÉES? Réparation de moustiquaires pour fenêtres et portes de patio. Service local fiable. Cueillette et dépôt disponibles. Appelez au 819-801-4448 ou envoyez un texto.

SOUTIEN SANTÉ MENTALE/MENTAL HEALTH SUPPORT

VOUS SOUFFREZ DE SOLITUDE? Nous sommes là pour vous. Écoute, rencontres, sorties. Contact: 819-557-0789, www.aupres.ca.

AVIS PUBLIC

Dossier devant le Tribunal administratif du logement

À : Amadou Touré

Prenez avis qu'une demande a été déposée contre vous devant le Tribunal administratif du logement concernant le logement situé au : **17 rue Davies, Gatineau, QC J8Y 4S6**

Une audience a eu lieu le **20 janvier 2026**, à laquelle vous ne vous êtes pas présenté.

Une autre audience étant à venir, le Tribunal pourrait rendre une décision en votre absence relativement notamment :

- aux loyers impayés ;
- aux dommages, le cas échéant.

Vous êtes invité à communiquer sans délai avec le soussigné afin d'obtenir les informations pertinentes concernant ce dossier.

À défaut, toute décision rendue par le Tribunal pourra être exécutée conformément à la loi.

Avis donné à Gatineau, le 18 février 2026.

Olive Kamanyana
133 ave. de la Drave
8192102083
Okamanyana@gmail.com

Faites appel à votre journal local pour annoncer l'horaire des messes célébrées à l'église de votre paroisse. Communiquez avec nous par courriel à classifieds@bulletinaylmer.com ou par téléphone au 819 684-4755. Make use of your local newspaper to advertise the schedule of masses celebrated at your parish church. Contact us by email at classifieds@bulletinaylmer.com or by phone at 819 684-4755.

VOS ÉGLISES VOUS SOUHAITENT LA BIENVENUE
YOUR CHURCHES
WELCOME YOU

GRACE GATINEAU (PRESBYTERIAN), 325 Boul. de la Cité-des-Jeunes in Hull. Worship service every Sunday at 10:30 am. An English-speaking church that is French-friendly. For more information: gracegatineau.ca or visit our Facebook page.

Sudoku

				8				
8		1	5					
		2	4	7			3	
	5	3				4	1	
	4			6			5	
6								7
			7	2				
	1			4			9	2
		5			3			

JEU | PUZZLE N° 962

NIVEAU | LEVEL:
INTERMÉDIAIRE | INTERMEDIATE

Règles du jeu :

Vous devez remplir toutes les cases vides en plaçant les chiffres 1 à 9 une seule fois par ligne, une seule fois par colonne et une seule fois par boîte de 9 cases.

Chaque boîte de 9 cases est marquée d'un trait plus foncé. Vous avez déjà quelques chiffres par boîte pour vous aider. Ne pas oublier : vous ne devez jamais répéter les chiffres 1 à 9 dans la même ligne, la même colonne et la même boîte de 9 cases.

How to play:

Fill in the grid so that every row, every column and every 3x3 box contains the numbers 1 through 9 only once.

Each 3x3 box is outlined with a darker line. You already have a few numbers to get you started. Remember: you must not repeat the numbers 1 through 9 in the same line, column or 3x3 box.

RÉPONSE DU JEU
ANSWER TO PUZZLE
N° 962

8	7	2	9	1	6	5	9	2
2	6	5	8	7	9	2	1	9
9	1	5	2	2	7	8	6	
2	8	9	7	5	1	6	2	9
6	5	2	2	9	9	8	7	1
9	1	7	2	6	8	9	2	2
1	9	8	9	2	7	2	6	5
7	2	9	6	9	5	1	2	8
5	2	6	1	8	2	9	9	7

Une maison lourdement endommagée après une location à Gatineau



Méliissa Gélinas

Emmanuel Robillard-Cowan a connu un véritable cauchemar lorsqu'il a décidé de louer sa maison familiale située à Gatineau à un locataire de 36 ans. Au total, une facture s'élevant à plus de 40 000 \$ en dommages et en retard de loyers impayés a été estimée.

Au départ, M. Robillard-Cowan a affirmé avoir eu confiance envers le jeune homme qui s'était installé en septembre 2024. « Il m'avait précisé qu'il était entrepreneur et qu'il avait besoin d'un endroit temporaire le temps qu'il construise sa future maison », explique-t-il. Il lui aurait même offert d'effectuer quelques travaux qu'ils restaient à faire dans le logement à louer. Le propriétaire affirme avoir constaté par la

suite que plusieurs informations fournies étaient inexactes.

La réalité, c'est que le locataire n'était absolument pas la personne qu'il prétendait être. Selon le propriétaire, le locataire éprouvait d'importantes difficultés personnelles. Le propriétaire affirme avoir découvert par la suite des informations préoccupantes concernant son historique.

PLUS DE 17 000 \$ EN LOYER IMPAYÉ

S'étant récemment séparé, celui-ci avait rassuré le propriétaire que sa mère pourrait le soutenir financièrement le temps que tout se remette en ordre. En effet, en raison de l'accumulation des retards de loyer impayé, une entente verbale a dû se faire entre M. Robillard-Cowan et la mère du locataire afin d'assumer les frais engendrés. Au total, celle-ci a dû déboursier 14 800 \$

pour la période de janvier à juillet 2025. Cependant, pour la période d'août 2025 à février 2026, le montant qu'il restait à payer de 17 640 \$ n'a toujours pas été déboursé.

UNE VÉRITABLE NUISANCE

En raison d'une forte odeur, une voisine qui aurait alerté le propriétaire, en juillet 2025, lui faisant part de la présence d'excréments de chiens se trouvant à l'intérieur et à l'extérieur du logement. Selon les informations, les deux chiens (grands danois) restaient seuls pendant plusieurs jours sans nourriture.

Ainsi, c'est en visitant l'intérieur de la demeure que le propriétaire constate l'ampleur de la situation. « C'était épouvantable! Les chiens avaient creusé des trous partout dans les murs, les planchers et les plafonds étaient ravagés et souillés par leur urine », affirme-t-il.

Quant au locataire, celui-ci ne nettoyait et n'entretenait jamais les lieux.

Afin de trouver une solution au problème, M. Robillard-Cowan a dû assister à plusieurs rencontres avec le tribunal administratif du logement (TAL), un assureur et un huissier.

Après un long processus, le locataire a finalement quitté les lieux le lundi 9 février dernier, laissant derrière lui les résultats de sa négligence.

Malgré les épreuves, le propriétaire ne perd pas espoir et compte relouer la maison une fois que tous les travaux et la décontamination seront terminés.

Quant aux chiens, ceux-ci ont été amenés par la Société pour la prévention de la cruauté envers les animaux (SPCA) et sont toujours en attente d'adoption.

À noter qu'il y aura d'autres rencontres prévues avec le TAL.

Gatineau may need to find another way to finance major projects due to provincial changes

Continued from page 8

"The needs are great and these projects are absolutely not in question even if Quebec decided to go ahead with the modification of its regulations. If it materializes, we will have to find another way to finance these projects. We are talking here about basic services, for me it is essential for the citizens of Gatineau. We are therefore not questioning the implementation of these infrastructures,

but perhaps the financing mechanism. It will be a matter of prioritization in our investment plans and using the leeway we have."

Gatineau will not issue refunds to developers who have paid the development fees, even if the regulation is changed.

Timmy Jutras, Lac-Beauchamp councillor and designated councillor for Gatineau Ensemble said the party is worried about how these projects will get financed without raising

costs for residents. The councillor stated that the development fees have already resulted in cost increases for residents, as increasing costs for the developer will in turn increase it for residents as prices for housing rise. "It's basically a double welcome tax," said Jutras.

"We are worried because these are projects that we have taxed people for, and we don't know if we will be able to deliver them with that envelope of funds," said Jutras, adding

that these projects are important to Aylmer residents and Aylmer's concerns have not been addressed. He says the Gatineau Ensemble aims to shed light on these issues.

"The message that we sent to people was that we are in a context of budgetary rigour, that we want to limit tax increases. But now we may end up with a surprise bill because our development fees were ill-conceived from the beginning," stated Jutras.

ÉVÉNEMENTS COMMUNAUTAIRES | COMMUNITY EVENTS

PARCE QUE NOUS AVONS VOS ACTIVITÉS À COEUR | BECAUSE WE HAVE YOUR ACTIVITIES AT HEART

ALCOOLIKES ANONYMES PEUT VOUS AIDER. Les Alcooliques anonymes sont une association de personnes qui viennent en aide aux personnes souffrant d'alcoolisme. Nous nous aidons les uns les autres à demeurer abstinents en partageant nos expériences de rétablissement avec d'autres personnes désireuses de se sortir de leur dépendance à l'alcool. Si tu veux arrêter de boire, nous pouvons t'aider. Tél. : 819-561-2002, AA90.org.

BESTIOLES EN FÊTE À LA RELÂCHE Joignez-vous à nous les 2 et 3 mars prochains dès 11 h, pour une véritable aventure conçue pour les curieux en quête de nouvelles découvertes lors de notre événement « Bestioles en fête à la relâche ». Horaire des activités Cour Simons | 11 h à 12 h Spectacle de Béa Bestiole « Les maîtres du ciel » Cour Guess | 12 h à 16 h. 12 h à 16 h : Ateliers interactifs avec Éducazoo 12 h à 16 h : Maquillage pour les enfants. Détails : À travers des chansons entraînantes et des numéros interactifs colorés, le spectacle de Béa Bestiole vous invite à découvrir les animaux qui « nagent dans le ciel », du plus petit au plus impressionnant, en passant par les plus rapides, agiles et espiègles. En plus, découvrez le monde fascinant des reptiles, mammifères, amphibiens et autres grâce à des ateliers interactifs avec ÉducaZoo. Vous aurez l'occasion de manipuler des animaux domestiques et exotiques tout en acquérant des nouvelles connaissances. On vous attend ! 1100, boul. Maloney Ouest, Gatineau, QC.

C'EST LE RETOUR DU CARNAVAL D'ADOJEUNE INC! Le samedi 7 mars de 11 h à 15 h. Mini jeux, musique, activités d'hiver, plaisir garanti! 22, rue d'Auvergne, Gatineau, QC. Toute la communauté est invitée, venez célébrer avec nous! PSSSSST : C'est 100 % gratuit!

FÊTE DES SUCRES 2026 Pour une troisième année consécutive, venez célébrer le temps des sucres en famille ou entre amis avec l'Association citoyenne de Bellevue Sud (ACIBELLE)! Au menu : tire d'érable sur neige, crêpes et soupe, divertissements. Le samedi 7 mars 2026 de 11 h à 14 h au Pavillon La Vérendrye situé au 730, rue Main, Gatineau. Événement GRATUIT et ouvert à tous! On vous attend!

PLACE NOTRE-DAME JOURNÉE CABANE À SUCRE. L'hiver à Gatineau, c'est bien plus que du froid, c'est une saison pour s'amuser, se rassembler, bouger et vivre des moments chaleureux partout dans la ville. Le 21 mars prochain, de 13 h à 16 h, prenez part à une journée unique sur le thème de la cabane à sucre! Au programme : à 13 h 30 et 15 h : Sirop! Un spectacle de cirque épatant qui raconte le processus de transformation du sirop d'érable au Québec. Avec ses tableaux portant sur la collecte de l'eau d'érable, sa transformation, « l'encannage » et, finalement, le grand banquet final, festif et copieux. Musique traditionnelle, sucreries, animations familiales participatives, et plus encore! Événement gratuit! Place Notre-Dame, 330, rue Notre-Dame, Gatineau QC.

SAMEDI DES SEMENCES À AYLIMER 2026! Échange de semences 100 % gratuit! Le samedi 28 février de 10 h à 15 h au Pavillon Robert-Middlemiss, 1, rue Principale, Gatineau (secteur d'Aylmer). Cette activité par et pour la communauté est organisée par les Partenaires du Secteur Aylmer, Polliniser / Pollinate Aylmer et Localeaf avec l'appui de Seeds of Diversity. Tout est absolument GRATUIT. Ce qu'on vous réserve... Des semences, et profitez d'ateliers gratuits, découvrez les partenaires communautaires. Vous avez des semences à offrir? Apportez-les! Pour vous informer : <https://localeaf.ca/samedi-des-semences-aylmer/> ou pour devenir bénévole, écrivez-nous à samedidessemencesaylmer@gmail.com.

WE ARE THRILLED TO ANNOUNCE THE VERY FIRST SEEDY SATURDAY AYLIMER EVENT COMING TO OUR COMMUNITY! 100% free seed swap! Saturday, February 28, 2026, from 10 am to 3 pm. Location: Robert-Middlemiss Pavilion, 1 rue Principale, Gatineau (Aylmer sector). The event is being piloted together with Partenaires du Secteur Aylmer, Pollinate / Polliniser Aylmer and Localeaf, with support from Seeds of Diversity Canada. The best part? Everything is absolutely FREE. What to Expect: Free Seeds!! Free Workshops!! Community links!! Got seeds? Bring them!! More details here: <https://localeaf.ca/seedy-saturday-aylmer/> OR shoot us an email at seedyaturdayaylmer@gmail.com.

**FRAIS ABUSIFS IMPOSÉS AUX JOURNAUX ET AUX MAGAZINES
PAR LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC**

Le gouvernement **tire un trait** sur le **papier.**

L'imposition de nouveaux frais de recyclage abusifs aux journaux et aux magazines menace la survie des médias d'ici. C'est tout un pan de notre information et de notre identité qui risque de disparaître. Un gouvernement qui défend les intérêts du Québec soutient sa démocratie, il ne l'étouffe pas.

ELLE 7JOURS LEDEVOIR P PRATICO TV idées naître et grandir RICARDO Bel âge coup de pousse
5 15 Cool! bayard canada Clin d'œil L'actualité The Gazette LA SEMAINE hebdomas QUÉBEC Good Times
véro THE GLOBE AND MAIL TVA PUBLICATIONS le journal de montréal le journal de québec K & D RECYCLE MÉDIAS AQEM
POUR KATRINE

**FRAIS ABUSIFS IMPOSÉS AUX JOURNAUX ET AUX MAGAZINES
PAR LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC**

Parce qu'on aime les journaux et magazines autant que vous.

L'imposition de nouveaux frais de recyclage abusifs aux journaux et aux magazines menace la survie des médias d'ici. C'est tout un pan de notre information et de notre identité qui risque de disparaître. Un gouvernement qui défend les intérêts du Québec soutient sa démocratie, il ne l'étouffe pas.

ELLE 7JOURS LEDEVOIR P PRATICO TV HEBDO idées naître grandir RICARDO Bel âge coup de pouce
5 15 Cool! bayard canada Clin d'œil L'actualité The Gazette LA SEMAINE hebdo Québec Good Times
véro THE GLOBE AND MAIL TVA PUBLICATIONS le journal de montréal le journal de québec K & D RECYCLE MEDIAS AQEM